

Avant-projet de révision partielle de la Constitution relative à l'avenir institutionnel de la région jurassienne

Synthèse des réponses à la consultation

L'avant-projet de révision partielle de la Constitution relative à l'avenir institutionnel de la région a été mis en consultation du 3 juillet au 2 octobre 2012 auprès de 100 conseils communaux, partis politiques, institutions et associations. Chacun d'entre eux était invité à faire savoir s'il est favorable à la révision constitutionnelle proposée.

1. Taux de réponses

Quarante-deux destinataires ont répondu à la consultation:

- 28 conseils communaux: Alle, Bonfol, Les Breuleux, Clos du Doubs, Corban, Cornol, Courchapoix, Courchavon, Courfaivre, Courgenay, Courrendlin, Courroux, Dampfreux, Delémont, Develier, Fahy, Glovelier, Lugnez, Montsevelier, Movelier, Le Noirmont, Pleigne, Porrentruy, Saulcy, Soudce, Undervelier, Vellerat, Vicques.
- 5 partis politiques: PDC, PS, PLR, PCSI, Verts.
- 9 institutions, associations ou mouvements: Assemblée interjurassienne, Parlement de la jeunesse, Mouvement autonomiste jurassien, Mouvement indépendantiste jurassien, Société jurassienne d'émulation, Chambre jurassienne d'agriculture, Conseil du Notariat Jurassien, Ordre des avocats jurassiens, Ordre interjurassien des magistrats.

Le taux de réponse s'élève ainsi à 42%.

2. Prises de position

L'avant-projet de révision de la Constitution a été très bien accueilli par les participants qui le soutiennent presque à l'unanimité.

Trente-huit participants accueillent le projet favorablement:

- les conseils communaux d'Alle, Bonfol, Les Breuleux, Corban, Cornol, Courchapoix, Courchavon, Courfaivre, Courgenay, Courrendlin, Courroux, Dampfreux, Delémont, Develier, Fahy, Glovelier, Montsevelier, Movelier, Le Noirmont, Pleigne, Porrentruy, Soudce, Undervelier, Vellerat et Vicques;
- le PDC, les Verts, le PCSI, le PLR, le PS;
- l'Assemblée interjurassienne, le Parlement de la jeunesse, la Chambre jurassienne d'agriculture, le Conseil du Notariat jurassien, le Mouvement autonomiste jurassien, le Mouvement indépendantiste jurassien, la Société jurassienne d'émulation.

Le Conseil communal de Clos-du-Doubs dit ne pas être opposé à la révision constitutionnelle proposée en précisant que cela ne signifie pas qu'il est favorable à la création d'un nouveau canton à six districts voire à six communes, qu'il juge peu plausible à l'heure actuelle.

Le Conseil communal de Saulcy exprime un avis mitigé, qualifiant ce projet de « combat d'arrière-garde » et jugeant qu'il n'intéresse pas la jeunesse.

Le Conseil communal de Lugnez répond de la manière suivante : « Le Conseil communal de Lugnez a pris connaissance du projet de révision partielle de la Constitution relative à l'avenir institutionnel de la région jurassienne. Il tient à relever qu'avant de procéder à une révision constitutionnelle, il serait judicieux de voir si il y a des communes intéressées, auquel cas le Conseil communal serait favorable ».

L'Ordre interjurassien des magistrats est favorable aux projets de consultation des populations concernées tels qu'ils ont été arrêtés par les exécutifs jurassien et bernois, mais suggère de modifier l'avant-projet de révision partielle de la constitution cantonale jurassienne, quant à sa forme : le mandat constitutionnel sur lequel le corps électoral sera invité à se prononcer devrait être inséré non pas dans le corps de la Constitution (nouvel article 139), mais dans une disposition transitoire. Ceci afin de lui donner un caractère non permanent.

L'Ordre des avocats jurassiens indique qu'il renonce à prendre position, la consultation revêtant selon lui un caractère essentiellement, sinon exclusivement politique.

3. Commentaires particuliers

Des participants ont accompagné leur prise de position de quelques commentaires dont les plus fréquents sont relatés ci-après.

Au-delà de l'acceptation de la révision constitutionnelle proposée, une dizaine de participants affichent leur soutien – sur le fond – à la création d'un nouvel Etat réunissant le canton du Jura et le Jura bernois. Plusieurs saluent l'évolution du dossier institutionnel jurassien et le contenu de la déclaration d'intention du 20 février 2012 ou disent soutenir la politique du Gouvernement jurassien en la matière. Certaines organisations saluent également le travail de qualité réalisé par l'Assemblée interjurassienne dans le cadre de son étude sur l'avenir institutionnel de la région. Trois exécutifs communaux ont cependant émis des réserves quant à la proposition de l'AIJ de limiter à six le nombre de communes dans son modèle de nouveau canton.

Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de permettre aux communes du Jura bernois qui en exprimeraient le désir de pouvoir se prononcer démocratiquement sur leur éventuel rattachement au canton du Jura, dans l'hypothèse où la population de la région serait défavorable à la création d'un nouveau canton. Ils estiment que les processus décrits dans la déclaration d'intention du 20 février 2012 doivent être appliqués dans leur intégralité, sans quoi cet accord intergouvernemental deviendra inopérant et, dès lors, la Question jurassienne ne pourra pas être considérée comme politiquement réglée. Une institution émet au contraire quelques réserves quant à l'opportunité de prévoir l'organisation de votations à l'échelle communale, estimant que celles-ci pourraient raviver les tensions et conduire à un morcellement du territoire. Dans le cadre de la consultation, aucune commune située dans la République et Canton du Jura n'a exprimé le désir de pouvoir organiser un scrutin communal ayant pour objet son éventuel rattachement au canton de Berne.

Quelques organisations émettent le vœu que la campagne précédant les scrutins se déroule dans la sérénité et le respect des opinions et des principes démocratiques. D'autres souhaitent que les votations ne soient pas organisées à la même date qu'un autre scrutin, fédéral ou cantonal.

Enfin, des participants affichent leur soutien au principe de créer une assemblée constituante composée paritamment de Jurassiens et de Jurassiens bernois, relèvent que le bilan des collaborations interjurassiennes est insatisfaisant – ce qui justifie à leurs yeux la création d'un nouveau canton – ou encore estiment nécessaire, au cours du processus visant à créer un nouvel Etat, de reconnaître la région interjurassienne dans toute sa richesse et toute sa diversité.

Delémont, 18 octobre 2012